

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1014<sup>e</sup>  
SÉANCE



Mardi 14 décembre 1965,  
à 10 h 50

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
Point 52 de l'ordre du jour: Programme alimentaire mondial ( <i>fin</i> ). . . . .	365
Point 46 de l'ordre du jour: Accroissement démographique et développe- ment économique: rapports du Conseil éco- nomique et social ( <i>suite</i> ) . . . . .	365

Président: M. Pierre FORTHOMME  
(Belgique).

## POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme alimentaire mondial (*fin*) [A/6003/Add.1, A/6149, A/6150; E/4015, E/4043, E/4060; A/C.2/L.819/Rev.1 et Add.1 et 2, L.839, L.840, L.841/Rev.1, L.844]

1. Mme WRIGHT (Danemark) explique qu'elle a voté, à la séance précédente, en faveur du projet de résolution soumis par le Conseil économique et social (A/C.2/L.839), en raison du désir constant du Danemark de servir les intérêts des pays en voie de développement, de sa longue tradition de nation agricole, et du rôle actif qu'il a joué dans le Programme alimentaire mondial et dans l'adoption de la résolution 1080 (XXXIX) du Conseil. Sous réserve de l'approbation du Parlement, le Gouvernement danois a l'intention de contribuer au Programme pour 7 millions de dollars et est très désireux de faire partie du Comité intergouvernemental ONU/FAO mentionné au paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution.

2. M. M'BAYO (Sierra Leone) dit qu'il n'a malheureusement pu être présent lors du vote sur le projet de résolution, mais qu'il aurait voté pour ce texte en raison de la grande importance qu'il présente pour les pays en voie de développement.

3. M. REED (Norvège) dit que sa délégation est en faveur de la reconduction du Programme alimentaire mondial et que c'est pour cette raison qu'elle a voté pour le projet de résolution. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, la délégation norvégienne espère que des contributions financières importantes ne se feront pas attendre et qu'elles permettront au Directeur exécutif du Programme de régler les frais de transport et aussi d'acheter des produits alimentaires nécessaires sur le marché. L'emploi de contributions en espèces plutôt que de services permettra certainement au Directeur exécutif de couvrir les frais de transport à des conditions concurrentielles et d'éviter la désorganisation des circuits de transport normaux.

4. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) explique qu'il a voté pour le projet de résolution relatif à un programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale (A/C.2/L.841/Rev.1) dans l'intérêt d'un accord général mais que les doutes qu'il a exprimés (1012<sup>e</sup> séance) n'ont pas été totalement dissipés par le représentant de l'Argentine. Le Royaume-Uni a voté pour le programme d'études sous la réserve expresse que ces études ne feront pas double emploi avec celles qui sont déjà en cours et ne les préjugeront pas, et que l'on mesurera toute l'importance des questions relevées par le Comité des produits de la FAO et énoncées au huitième alinéa du préambule, avant de prendre de nouvelles décisions.

## POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Accroissement démographique et développement économique: rapports du Conseil économique et social (*suite*\*) [A/5803, A/6003, A/6101, A/6104 et Corr.1; E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3; A/C.2/L.835 et Corr.1 et Add.1, L.842, L.843]

5. M. VIAUD (France) fait remarquer qu'il reste à éclaircir un certain nombre de questions avant que l'Assemblée générale puisse prendre des décisions réalistes à propos de l'accroissement démographique. Certains représentants soutiennent par exemple que l'accroissement démographique freine le développement économique alors que d'autres affirment qu'en l'absence de cet accroissement le développement se trouve entravé. Les études récentes et les discussions qui ont eu lieu sur le plan international ont toutefois éclairci certains faits sur lesquels un accord plus ou moins général se fait maintenant. D'abord, il y a un lien indiscutable entre le développement économique et la croissance démographique. Deuxièmement, les prévisions de ce que sera la population mondiale à la fin du siècle — elles varient de 6 milliards à 7 milliards — sont une cause de grave inquiétude. Troisièmement, l'écart s'accroît rapidement entre les possibilités alimentaires et la population. Quatrièmement, ce problème est particulièrement aigu dans certaines régions, en Asie notamment. Enfin, il est indispensable d'améliorer le niveau sanitaire et de développer l'éducation dans les pays en voie de développement avant que ces pays ne puissent profiter des moyens d'action directs de contrôle des naissances.

6. Il est évident qu'il n'existe pas de solution unique à ce problème. On pourrait croire, à première vue, que la réponse se trouve dans une augmentation de l'assistance mais un pays tel que l'Inde, qui a pourtant reçu une aide considérable, n'a pas pu résoudre le problème. Il est donc peut-être illusoire de penser

\*Reprise des débats de la 1010<sup>e</sup> séance.

qu'une aide accrue suffira à compenser l'accroissement inquiétant de la population.

7. Il est tout aussi impossible de résoudre ce problème par des moyens techniques car on ne peut négliger certains facteurs moraux et humains. C'est une question sur laquelle les individus peuvent avoir des vues bien arrêtées qui ne sont pas nécessairement celles de leur gouvernement. Les partisans de la limitation des naissances ne se placent pas toujours d'un point de vue scientifique et ses adversaires se fient à leur conscience pour résoudre un problème qui requiert des mesures immédiates. Mais quelles que soient leurs opinions personnelles, il faut que les représentants des gouvernements recherchent quelle action internationale peut aider les pays en voie de développement. Ce faisant, ils ne doivent pas oublier que la question a des aspects démographiques, éducatifs et sanitaires. Les institutions spécialisées doivent coordonner leur action pour s'assurer que l'aide qui est fournie aux gouvernements qui la demandent est employée de manière efficace. L'OMS s'efforce déjà de définir quelle doit être son action dans ce domaine. Une aide directe est inutile si l'on n'aide pas d'abord les pays bénéficiaires à atteindre un certain niveau d'éducation et de culture: c'est ici que l'UNESCO peut être fort utile.

8. Le programme de travail à long terme qui figure dans le rapport de la Commission de la population sur sa treizième session (E/4019) et qu'a approuvé le Conseil économique et social par sa résolution 1084 (XXXIX) est extrêmement vague sur certains points. Peut-être cela peut-il être considéré comme un avantage car trop de précision risquerait d'embarrasser certaines organisations internationales et de créer un nouveau motif de désaccord. M. Viaud veut donc demander au représentant de l'Inde, qui a présenté le projet de résolution dont la Commission est saisie (1010ème séance); si l'adoption d'une nouvelle résolution par l'Assemblée générale permettra aux organisations internationales intéressées de donner aux pays en voie de développement une aide plus pratique que celle qu'ils reçoivent actuellement dans le domaine du contrôle des naissances. Si la réponse à cette question est négative, peut-être serait-il plus sage de retirer le projet de résolution (A/C.2/L.835 et Corr.1 et Add.1).

9. Si le représentant de l'Inde estime au contraire que l'adoption d'un nouveau texte par l'Assemblée générale est indispensable, il faut alors définir clairement quelles sont les limites des mesures que peuvent prendre les organismes des Nations Unies. Tout d'abord, comme le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales l'a fait remarquer à la 955ème séance, c'est aux gouvernements eux-mêmes de demander l'aide dont ils ont besoin en matière de contrôle des naissances, l'Organisation des Nations Unies ne pouvant en effet prendre parti dans une telle question. En outre, l'accord ne semble pas encore s'être fait dans la communauté internationale sur la question de savoir si les organisations internationales doivent ou non participer directement à la fourniture de moyens anticonceptionnels aux pays en voie de développement.

10. Comme l'a montré le débat de l'Assemblée mondiale de la santé, il y a la question des attribu-

tions. Si l'on doit envoyer des spécialistes de la planification familiale dans les pays en voie de développement, il faudra qu'ils expliquent non seulement les avantages mais aussi les inconvénients des méthodes contraceptives. Il est indéniable, en effet, que certaines d'entre elles ne présentent pas tous les caractères de sécurité nécessaires. En d'autres termes, si l'on adopte un projet de résolution sur cette question, il faut définir avec soin le rôle de l'Organisation des Nations Unies et celui de ses institutions spécialisées.

11. C'est pour cette raison que la délégation française propose certains amendements (A/C.2/L.843) au projet de résolution. Les deux premiers amendements se contentent d'attirer l'attention sur la résolution WH A 18.49 adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé le 21 mai 1965<sup>1/</sup>, les autres ont trait à des questions de procédure. La responsabilité de consulter les institutions spécialisées sur le rôle que doivent jouer l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées dans l'étude comparative des problèmes de population et des problèmes économiques et sociaux doit incomber au Conseil économique et social plutôt qu'au Secrétaire général. Le Conseil doit d'abord étudier les résultats du deuxième Congrès mondial de la population, qui s'est tenu en septembre 1965 à Belgrade, ainsi que les décisions de l'OMS, et examiner toutes les autres activités relatives à cette question entreprises par les organismes des Nations Unies, avant d'essayer d'adopter une politique coordonnée.

12. M. O hEIDEAIN (Irlande) dit qu'au cours des discussions sur l'accroissement démographique on ne tient pas souvent compte du fait que de vastes régions sous-peuplées ont uniquement besoin de capitaux, de main-d'œuvre et de connaissances techniques pour prospérer. Utiliser une partie des ressources limitées de l'Organisation des Nations Unies à des projets portant sur toute forme de limitation artificielle des naissances, quelle qu'elle soit, est non seulement une atteinte à la dignité humaine, mais aboutit aussi à une perte économique réelle, car elle réduit les ressources qui peuvent être affectées à des fins productives. L'Irlande est opposée à la limitation artificielle des naissances pour des raisons économiques aussi bien que des raisons éthiques. La solution ultime au manque de denrées alimentaires dans certaines régions consiste à développer les ressources économiques et humaines; certains Etats Membres sont opposés pour des raisons éthiques à des mesures comme les campagnes pour l'avortement systématique et il leur est impossible d'accepter qu'une partie de leurs contributions à l'ONU soit utilisée à cette fin. De plus, il n'est pas prouvé que la limitation des naissances soit un moyen efficace de ralentir l'accroissement démographique de façon permanente. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les intérêts commerciaux se serviraient du fait que les programmes de limitation artificielle des naissances sont parrainés par l'ONU pour chercher de nouveaux débouchés à la vente de contraceptifs chimiques ou mécaniques dans les pays en voie de développement.

<sup>1/</sup> Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 143, Dix-huitième Assemblée mondiale de la Santé, Partie I (Genève, septembre 1965), p. 35.

De l'avis du représentant de l'Irlande, les marchands de produits contraceptifs seraient les seuls bénéficiaires de ces programmes.

13. Le projet de résolution se réfère à plusieurs reprises aux travaux du deuxième Congrès mondial de la population. Ce congrès — dont M. O h Eideain a suivi de près les travaux puisqu'il y a lui-même participé —, de caractère nongouvernemental, a réuni des experts scientifiques, et n'a donc pas adopté de résolutions ou de recommandations. La connaissance officielle qu'en a la Commission se limite au bref rapport de huit pages du Secrétaire général (A/6101). Il serait donc prématuré que la Commission approuve le Congrès ou les résultats de ses délibérations avant d'avoir pu établir la valeur de débats très techniques sur une grande diversité de problèmes démographiques à la suite de l'examen de la question par la Commission de la population et le Conseil économique et social. C'est pour cette raison que la délégation irlandaise a proposé ses deuxième, troisième et quatrième amendements (A/C.2/L.842). Le premier amendement s'impose, de l'avis du représentant de l'Irlande, parce que la référence à la résolution 1838 (XVII) de l'Assemblée générale n'indique pas qu'au cours du débat en séance plénière qui a précédé son adoption (1197ème séance), l'Assemblée a examiné la question de la limitation des naissances, et que, à la suite de cette discussion, une disposition autorisant la fourniture d'une assistance technique pour l'exécution de projets démographiques nationaux a été rejetée. Le texte révisé de l'alinéa a du paragraphe 3 du dispositif, figurant dans le dernier amendement de la délégation irlandaise, tend en fait à demander au Secrétaire général de fonder les futures activités dans le domaine démographique qui se rattachent à la planification de la famille sur un programme approuvé par la résolution WHA18.49 de l'Assemblée mondiale de la santé, plutôt que sur les recommandations formulées par la Commission de la population dans le rapport sur sa treizième session (E/4019). Les activités opérationnelles dans le domaine de la planification seraient exclues.

14. Les amendements de la France (A/C.2/L.843) auraient leur utilité s'ils sont acceptés par les auteurs du projet de résolution, car ils contribueraient à rendre le projet acceptable pour la délégation de l'Irlande, ainsi que pour d'autres délégations.

15. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) fait observer que, au cours des dernières années, il y a eu un changement considérable dans l'opinion mondiale et dans l'attitude des gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies à l'égard des problèmes de limitation de la population. Le progrès se traduit par des mesures comme l'adoption par la Commission de la population d'un projet de résolution qui proposait, entre autres, des programmes d'assistance technique à long terme dans le domaine de la planification de la famille (E/4019, chap. XII), l'adoption à l'unanimité de la résolution WHA18.49 de l'Assemblée mondiale de la santé — résolution qui autorise des services consultatifs sur les aspects sanitaires de la reproduction humaine — et l'adoption de la résolution 1084 (XXXIX) du Conseil économique et social, qui elle aussi prévoit la fourniture de services consultatifs et de moyens de formation à la demande des gouvernements. Il faudra longtemps

avant qu'on puisse évaluer les résultats du Congrès mondial de la population, mais il ne fait aucun doute que la majorité des participants a considéré comme essentielle une politique de planification de la famille sous une forme ou sous une autre.

16. Le Gouvernement britannique approuve totalement toutes ces mesures et a annoncé qu'il était prêt à fournir et à financer les services d'experts de la planification de la famille dans les pays qui ont décidé d'aborder ce problème, et à assurer à ses frais la formation au Royaume-Uni de personnel venant d'outre-mer. Cette offre a reçu un accueil très encourageant. En outre, l'intérêt que porte le Royaume-Uni aux relations qui existent entre la population et le développement économique l'a conduit à accorder une attention toute spéciale à la session de la Commission consultative du plan de Colombo qui s'est tenue au cours de l'année.

17. Le Gouvernement britannique souhaiterait encourager les tendances nouvelles à l'ONU en faveur d'activités opérationnelles et c'est pourquoi sa délégation votera pour le projet de résolution. La décision de passer à l'action a été prise. Il reste encore à mobiliser les ressources nécessaires. De nombreux pays n'ont pas de problème démographique, il y a parmi les Etats Membres des opinions divergentes sur la façon de traiter ce problème, mais le représentant du Royaume-Uni demande à tous les pays de ne rien faire pour empêcher ceux qui ont besoin d'aide en la matière et qui désirent l'obtenir auprès de l'ONU. Le représentant du Royaume-Uni accueille avec satisfaction le renforcement du personnel du Service de la population proposé pour 1966 et il demande quels changements en résulteront dans les effectifs et dans les ressources.

18. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) répond qu'en 1966 le Service de la population aurait 21 fonctionnaires qualifiés, alors que le Secrétaire général en avait demandé 22, tandis que les dépenses annuelles totales pour les activités opérationnelles de l'ONU financées par toutes les sources se monteraient à 400 000 dollars environ; ces chiffres concernent toutes les questions démographiques parmi lesquelles la planification familiale n'occupe qu'une très faible place.

19. M. NOURI (Irak) dit que, bien que le taux de la population de son pays ne soit pas aussi élevé, comparé à sa taille et à ses ressources, que celui de beaucoup d'autres pays en voie de développement, sa délégation pense que, dans beaucoup de ces pays, l'accroissement démographique rapide entrave le développement économique et social et qu'il faut une action nationale et internationale plus intensive pour traiter ce problème. Les réponses des gouvernements des pays en voie de développement à l'enquête du Secrétaire général (E/3895/Rev.1 et Add.1 à 3) montrent que ces pays sont extrêmement préoccupés par les taux d'accroissement démographique actuels et futurs, car c'est un facteur qui aggrave les problèmes de sous-alimentation, de bas niveau de la productivité, de logement, d'emploi et de santé. Les autres facteurs démographiques mentionnés dans les réponses portent sur la structure et la répartition géographique de la population et de la main-d'œuvre, et les effets potentiels sur les programmes de réforme

agraire. Il est clair qu'il n'y a pas de politique unique qui puisse tenir compte d'une telle diversité de caractéristiques et d'exigences nationales, et c'est pourquoi la délégation irakienne pense, comme la Commission de la population (E/4019, par. 18), que c'est à chaque gouvernement qu'il appartient de choisir sa propre politique et de trouver des mesures adaptées à ses besoins particuliers. La délégation irakienne approuve la conclusion du deuxième Congrès mondial de la population, c'est-à-dire qu'il faut poursuivre les recherches sur les relations entre les ressources humaines et la croissance économique, et compléter les renseignements sur des questions telles que les cadres et la main-d'œuvre qualifiée, le chômage et le sous-emploi.

20. Dans de nombreux pays en voie de développement, la planification de la famille peut accélérer considérablement le développement économique et social; c'est pourquoi il est essentiel que les pays qui ont fait entrer la planification de la famille dans leur politique nationale puissent mettre en commun leurs connaissances et leur expérience par l'intermédiaire des institutions internationales compétentes. La délégation irakienne approuve donc le programme de travaux à long terme mentionné dans la résolution 1084 (XXXIX) du Conseil économique et social. En tant que coauteur du projet de résolution à l'étude, M. Nouri espère que ce projet aura l'appui de la Commission tout entière.

21. M. LUBBERS (Pays-Bas) estime que le projet de résolution devrait tenir compte du fait que le Congrès mondial de la population s'est tenu, en un sens, à titre privé et non pas à l'échelon intergouvernemental. Dans son libellé actuel, la fin du paragraphe 2 du dispositif va donc trop loin et devrait être remaniée comme suit: "à tenir compte, dans leurs activités qui touchent au domaine démographique, des délibérations du Congrès mondial de la population". Moyennant cette modification, la délégation néerlandaise serait prête à voter pour le projet de résolution. Pour des raisons qu'a déjà exposées le représentant du Royaume-Uni, M. Lubbers n'est pas en mesure d'appuyer les amendements de l'Irlande (A/C.2/L.842). Quant aux amendements de la France (A/C.2/L.843), ils lui semblent superflus; néanmoins, comme il y aurait peut-être intérêt à ce que le projet de résolution mentionne la résolution WHA 18.49 de l'Assemblée mondiale de la santé, on pourrait insérer dans le préambule le texte proposé dans le premier amendement de la France.

22. M. TEMBOURY (Espagne) juge difficile d'évaluer le problème dont la Commission est saisie sur la seule base des résultats de l'enquête effectuée en application du paragraphe 3 de la résolution 1838 (XVII) de l'Assemblée générale et des délibérations du deuxième Congrès mondial de la population. Dans leur réponse à l'enquête du Secrétaire général, plusieurs pays ont déclaré n'avoir pas de problème démographique. D'autres, tout en s'inquiétant de l'accroissement de leur population, ont plutôt mis l'accent sur la difficulté qu'ils éprouvent à relever le niveau de vie de cette population, problème auquel, tout comme la délégation espagnole, ils ne voient d'autre solution que le développement économique. L'enquête a également fait ressortir la nécessité d'étudier

l'interaction des changements économiques sociaux et démographiques. L'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer avant tout de mieux comprendre ces problèmes, dont bien des éléments lui demeurent inconnus, et doit attendre, pour décider des mesures appropriées, que toutes les études nécessaires soient achevées.

23. M. Temboury ne se sent pas encore en mesure d'évaluer les résultats du Congrès mondial de la population. Un résumé concis et de caractère non technique sera publié au début de 1966, mais nul ne peut se faire une idée juste des travaux du Congrès tant que les textes techniques n'auront pas été publiés intégralement. En outre, il s'agit, non point d'une réunion de représentants d'Etats, mais d'un congrès de savants, dont aucun gouvernement n'est à même d'approuver les conclusions sans une étude approfondie.

24. Le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution est inutile. Au paragraphe 1 du dispositif, il est question des délibérations du Congrès mondial de la population, dont les délégations n'ont pas eu connaissance. Les gouvernements ne sauraient, comme le prévoit le paragraphe 2 du dispositif, inviter le Conseil économique et social, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées à tenir compte des délibérations du Congrès tant qu'eux-mêmes n'auront pas pu étudier ces délibérations dans le détail. Mais c'est surtout le paragraphe 3 du dispositif qui inquiète le représentant de l'Espagne. Tant que les études déjà entreprises n'auront pas été achevées, les recommandations que la Commission de la population formule dans le rapport sur sa treizième session (E/4019) ne sauraient être définitives. Il appartient à l'Assemblée générale de décider d'aborder un nouveau champ d'activités; entre-temps, il faut limiter l'assistance technique aux domaines où elle est autorisée par l'Assemblée générale.

25. M. Temboury juge tout à fait acceptables les amendements proposés par l'Irlande (A/C.2/L.842) et par la France (A/C.2/L.843). Les délais qu'ils prévoient permettraient d'effectuer de nouvelles études sur la base desquelles il serait possible par la suite de se prononcer en pleine connaissance de cause. La délégation espagnole s'associe sans réserve à l'opinion exprimée par Sa Sainteté le pape Paul VI quand il a déclaré à l'Assemblée générale (1347<sup>ème</sup> séance plénière) que la tâche des Nations Unies est de faire en sorte que le pain soit suffisamment abondant à la table de l'humanité, et non pas de favoriser un contrôle artificiel des naissances en vue de diminuer le nombre des convives au banquet de la vie. Elle estime en conséquence que les mesures prises à l'échelon multilatéral doivent se limiter à des études. Si tel ou tel pays a besoin d'assistance technique dans le domaine démographique, il lui appartient de l'obtenir dans le cadre d'accords bilatéraux.

26. M. KOUDRYAVTSEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) comprend certes l'inquiétude qu'inspire à bien des pays leur taux d'accroissement démographique, mais estime que l'Organisation des Nations Unies aurait tort de consacrer ses efforts à faire baisser le taux de natalité des pays en voie de développement par des mesures artificielles, y com-

pris la stérilisation. Les ressources naturelles du monde ne sont pas près d'être épuisées. La vérité, c'est qu'au sortir de l'ère coloniale, les pays nouvellement libérés restent grevés d'un lourd héritage: économies retardataires, faim, pauvreté, analphabétisme des masses, épidémies généralisées. Ils sont encore indécis quant à l'orientation à donner à leurs efforts de développement, et les solutions sociales et économiques qu'on leur propose n'ont souvent d'autre but que de les fourvoyer. C'est dans cette catégorie qu'il faut ranger les multiples versions de la théorie malthusienne qui part du principe erroné que tous les maux de la société résultent d'une loi naturelle selon laquelle la population du monde augmente plus vite que la quantité de nourriture disponible. Les partisans actuels de la doctrine malthusienne, quand ils attribuent les conditions de vie des anciennes colonies à leur excédent de population, se gardent bien d'expliquer pourquoi l'Inde, où la population est très dense, et l'Afrique, où elle est clairsemée, souffrent des mêmes plaies économiques et sociales.

27. C'est pourquoi ils prônent le contrôle des naissances, qui serait selon eux la solution par excellence des problèmes économiques des pays nouvellement libérés. En réalité, c'est l'évolution naturelle de la population qui dépend des conditions économiques et sociales et non pas l'inverse. L'histoire des pays industriels révèle que leur taux de natalité a fléchi au fur et à mesure de leur développement culturel et économique. Ce qu'il faut, c'est faire en sorte que le taux de développement dépasse très largement le taux d'accroissement démographique. L'exemple de l'Union soviétique montre que les pays en voie de développement sont capables d'atteindre cet objectif. Dans ses premiers temps, l'Union soviétique se trouvait à un niveau économique analogue à celui où se trouvent aujourd'hui bien des pays en voie de développement: surpopulation rurale, manque de denrées alimentaires et de combustibles, transports insuffisants, usines inactives et taux d'instruction extrêmement bas. L'URSS s'est alors consacrée à l'industrialisation du pays, à la collectivisation de l'agriculture, à la réalisation d'une révolution culturelle et à la formation de cadres qualifiés. La productivité de la main-d'œuvre a monté en flèche, fournissant des biens d'équipement qui à leur tour ont servi à augmenter la production. De 1913 à 1963, le revenu national a augmenté plus de 27 fois et le revenu par habitant plus de neuf fois; cet accroissement se poursuit et la proportion du revenu consacrée à la consommation ne cesse d'augmenter. En même temps se produisait une révolution culturelle. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes et constituaient en 1964 49 p. 100 de la population active. Cette industrialisation rapide s'est accompagnée d'une migration vers les villes qui a fait augmenter la population urbaine. Un programme de construction d'habitations à grande échelle a été entrepris, et de 1954 à 1963, 108 millions de personnes ont pu emménager dans de nouveaux logements. Entre-temps, la population est passée de 70 millions en 1913 à plus de 230 millions. Pendant la même période, le taux de natalité est tombé de 4,7 p. 100 à 2,1 p. 100, malgré l'absence de toute propagande en faveur du contrôle des naissances et malgré les avantages dont jouissent les

familles nombreuses. Cette baisse du taux de natalité est due à divers facteurs sociaux et économiques: l'industrialisation et l'accroissement de la population urbaine à la suite de l'exode rural; le relèvement du niveau culturel; l'octroi de l'égalité des droits aux femmes, et l'augmentation du nombre de femmes exerçant un emploi rémunérateur.

28. Dans une société bien organisée, un travailleur productif n'est jamais superflu, et l'exemple des républiques soviétiques d'Asie centrale démontre qu'un taux de natalité élevé n'entrave pas nécessairement le développement économique et culturel. Depuis la révolution socialiste, ces républiques ont connu un développement rapide. La nécessité de subvenir au bien-être d'une population considérablement accrue est l'un des principaux motifs de l'augmentation constante de leur production. Grâce à la science et à la technique moderne, les pays en voie de développement devraient trouver l'évolution plus facile que ce ne fut le cas pour l'Union soviétique.

29. L'URSS, tout en reconnaissant la valeur des résultats du deuxième Congrès mondial de la population, estime que le meilleur moyen pour les Nations Unies de s'attaquer au problème de l'accroissement démographique dans les pays en voie de développement est de contribuer dans toute la mesure du possible au progrès économique de ces pays. La mise en œuvre des principales recommandations et des principes approuvés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement constituera une étape importante dans cette voie.

30. Le représentant de l'URSS appuie le projet de résolution dans son ensemble mais se déclare opposé à l'alinéa a du paragraphe 3 du dispositif, estimant que l'assistance technique n'a pas à s'étendre de projets de contrôle des naissances, qui relèvent des Etats eux-mêmes. L'amendement que les Pays-Bas proposent d'apporter au paragraphe 2 du dispositif améliorerait le texte. Tout renforcement des mesures à prendre dans le domaine démographique devrait être financé par un aménagement des ressources et non pas par un accroissement du budget de l'ONU. M. Koudriavtsev ne sera pas en mesure d'appuyer les amendements de l'Irlande.

31. M. PISANI MASSAMORMILE (Italie) dit qu'il suffit de se référer à la résolution WHA18.49 pour constater combien la question du contrôle de la population prête à controverse, même envisagée d'un point de vue médical. Le dixième alinéa du préambule de cette résolution note "l'insuffisance des connaissances scientifiques en ce qui concerne la biologie de la reproduction humaine et les aspects médicaux de la régulation de la fécondité". De même, cette résolution prie le Directeur général de poursuivre les études sur les aspects médicaux de la stérilité et des méthodes de régulation de la fécondité. On voit donc que cette question est encore mal connue sous ses aspects médicaux. Il est par conséquent normal que le projet de résolution fasse hésiter certains gouvernements; dans la mesure où ils ont de sérieuses réserves à faire sur l'octroi d'une assistance technique dans le domaine du contrôle des naissances, ils ne peuvent guère approuver que cette assistance soit financée sur des fonds auxquels ils sont tenus de

contribuer. Le représentant de l'Italie espère que l'Organisation des Nations Unies utilisera le peu de ressources dont elle dispose à d'autres projets, où son intervention est urgente, plutôt qu'à ceux qui sont matière à objections et à réserves; il ne sera pas en mesure d'appuyer le projet de résolution. En outre, il a peine à voir comment l'Assemblée générale pourrait exprimer une opinion quant aux résultats du Congrès mondial de la population, applaudir à son

succès et appuyer ses conclusions auprès des organes des Nations Unies avant même la publication des actes officiels. M. Pisani Massamormile fait appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils en revisent le texte en y incorporant les amendements proposés par l'Irlande et par la France.

La séance est levée à 13 h 10.